La réélection de George W. Bush

La défaite de John Kerry a aussi été celle de l’opinion mondiale qui, dans sa vaste majorité, souhaitait (ouvertement ou non) la victoire du candidat démocrate. Cette défaite n’a pourtant n’a rien d’étonnant.

Le 2 novembre, George W. Bush n’a pas seulement été élu par la « droite religieuse » (60 millions d’électeurs), qui parle sans cesse de « valeurs morales » en confondant de toute évidence Dieu et l’Amérique. Il a été élu par l’Amérique « profonde » des Etats du Sud et de l’intérieur du pays. Et il ne l’a pas été malgré son style brutal ou ses capacités intellectuelles visiblement limités, mais en raison même de ce style et de ces faibles capacités.

La société américaine est aujourd’hui de plus en plus divisée et atomisée, remplie d’incertitudes et surtout de peurs. Par ses certitudes religieuses, sa philosophie manichéenne, sa vision simpliste d’un monde où s’affrontent le Bien et le Mal, caractéristiques de l’idéocratie providentialiste messianique qui, depuis deux siècles, constitue l’axe central de la pensée américaine, George Bush entrait en résonance avec un électorat dépourvu de toute culture politique, qui préférait de toute évidence être gouverné par un homme dans lequel il n’a pas de mal à se reconnaître, que par un démocrate trop « sophistiqué » de la côte Est.

Toute la question maintenant est de savoir si Bush va poursuivre dans la même voie. Certains pensent qu’il pourrait, par pragmatisme, revenir à une politique étrangère plus « réaliste », montrer moins d’arrogance vis-à-vis de ses alliés, se modérer quelque peu. C’est très probablement le scénario inverse qui va se produire.

Réélu avec plus de trois millions de voix d’avance sur son adversaire, assuré d’une majorité renforcée à la Chambre des représentants comme au Sénat, Bush a maintenant les mains libres. C’est pourquoi il y a tout lieu de penser que son second mandat ressemblera beaucoup au premier, et en accentuera même les orientations. Dans ses discours électoraux, le président américain ne l’a d’ailleurs pas caché : sa victoire légitime à ses yeux une politique, qui tend à rendre caduques les alliances traditionnelles de son pays et à l’exonérer du droit commun des nations.

La vaste majorité des observateurs estiment déjà qu’il ne faut pas s’attendre à des retrouvailles transatlantiques. Un divorce quasi définitif semble même probable, compte tenu à la fois de la vision négative et méprisante qui règne actuellement aux Etats-Unis vis-à-vis d’une Europe que les néoconservateurs tiennent tantôt comme une simple fiction, tantôt

comme définitivement compromise avec le « Mal », comme de l’ampleur et du nombre des sujets de désaccord, que ce soit à propos de l’Irak et de l’Iran, du Proche-Orient, de la Chine ou de la protection de l’environnement.

L’administration américaine regarde l’Europe avec une méfiance renouvelée, et l’unication politique de l’Europe comme une menace, d’autant que la tentative de Donald Rumsfeld d’opposer la « vieille Europe » à la nouvelle n’a pas connu le succès espéré, comme l’a montré le ralliement de l’Espagne au tandem franco-allemand.

Le vote du 2 novembre va donc précipiter le mouvement qui tend à creuser de plus en plus le fossé transatlantique. Il confirme l’éloignement grandissant de l’Amérique par rapport à l’Europe, la première faisant de sa sécurité un problème qu’elle entend régler par la force dans l’espoir de parvenir à une véritable hégémonie sur le « reste du monde » (*rest of the world*), la seconde aspirant à un monde plus multipolaire, où les principes du droit international auraient encore de la valeur. Les Etats-Unis continueront donc à jouer la carte de la division et de l’élargissement de l’Europe, afin de provoquer sa dilution et sa paralysie.

Il est tout aussi probable qu’ils s’obstineront à nier l’échec total de leur politique d’invasion et d’occupation de l’Irak, qui s’est déjà soldée par le massacre de plus de 100 000 civils irakiens (et de près de 1200 soldats américains), l’instauration sur place d’une véritable situation de chaos et de nouvelles raisons d’agir données chaque jour au terrorisme qu’ils prétendent combattre.

Le risque est même grand que, prenant le renforcement de son assise politique intérieure pour un renforcement de la puissance américaine, l’administration Bush, au lieu de revenir à une « Realpolitik » à la Kissinger, se lance dans une surenchère à l’aventurisme « militaro-moral ». Bien que les Etats-Unis soient dans une situation de grande faiblesse stratégique, du fait de l’immobilisation en Irak de 140 000 de leurs soldats, on ne peut exclure qu’ils commettent la folie absolue qui consisterait à s’en prendre à l’Iran, ainsi que leurs alliés israéliens les pressent de le faire à la première occasion.

Les premières nominations dans le futur gouvernement, notamment au Pentagone et au Département d’Etat, seront à cet égard révélatrices. Le remplacement du secrétaire d’Etat Colin Powell, qui devrait bientôt quitter son poste, par un « faucon » comme John Danforth, aujourd’hui ambassadeur à l’ONU, ou Paul Wolfowitz, actuel numéro deux du Pentagone, serait un signe remarquable que les Etats-Unis n’ont pas l’intention, bien au contraire, de changer d’orientation.

Le « bushisme », synthèse de l’isolationnisme de l’Amérique traditionnelle et de l’impérialisme des néoconservateurs, a visiblement encore de beaux jours devant lui. A terme, son échec est assuré. Mais les

Américains ont au moins le mérite de « penser le monde », alors que les Européens y songent rarement.

Alain de Benoist